



A PARTICIPAÇÃO DE PORTUGAL NO CONCÍLIO DE PISA (1409)

HÉLÈNE MILLET

As informações fornecidas pelas sete listas de participantes no Concílio de Pisa (25 de Março-7 de Agosto de 1409) confirmam que o rei D. João I enviou ali uma embaixada composta por seis membros: João Afonso da Azambuja, arcebispo de Lisboa, Gonçalo Gonçalves, bispo de Lamego, mestre Lourenço OSA, provincial da sua ordem, João Xira OFM, confessor do rei, assim como dois doutores em direito civil, Lançarote Esteves e Diogo Martins. As referidas listas demonstram também que Gonçalo Gonçalves, bispo de Lamego, tinha tomado a dianteira e dado procuração por sua iniciativa pessoal a Nicolò dei Baglioni, prior geral da ordem do Santo Sepulcro. Este último, com efeito, tinha sido mandatado pelos cardeais unionistas para apresentar as suas cartas de convocação ao rei de Portugal assim como a uma pléiade de personagens notáveis. A 11 de Fevereiro de 1409, o rei responde-lhe através de uma carta onde pede desculpa. Posteriormente reconsidera. A embaixada, composta com o acordo do clero do reino, chega tardiamente, mas Fernando da Guerra, um sobrinho do rei que à data estudava em Bolonha, aproximou-se do futuro João XXIII. Alexandre V e o seu sucessor souberam testemunhar o seu reconhecimento a Portugal e aos seus representantes pelo apoio à obra de reunificação da cristandade ocidental. Duas promoções episcopais, um chapéu de cardeal e uma bula de cruzada pela expedição de Ceuta, foram os frutos mais directos da participação portuguesa.

PORTUGAL'S PARTICIPATION IN THE COUNCIL OF PISA (1409)

HÉLÈNE MILLET

The information contained in the seven lists of participants in the Council of Pisa (25 March-7 August 1409) establish that King João I sent a six-man embassy, consisting of João Afonso da Azambuja, Archbishop of Lisbon, Gonçalo Gonçalves, Bishop of Lamego, Master Lourenço OSA, the Provincial of his order, João Xira OFM, the royal confessor, and Lançarote Esteves and Diogo Martins, both experts in civil law. The lists also demonstrate that Gonçalo Gonçalves had taken the personal initiative of granting a proxy to Nicolò dei Baglioni, general prior of the Order of the Holy Sepulchre. Baglioni had in fact been mandated by the cardinals who favoured union to present the letters of convocation to the king of Portugal and a host of other notables. On 11 February 1409, the king replied in a letter in which he apologised, before later reconsidering. The embassy, formed in accordance with the Portuguese clergy, arrived late, but Fernando da Guerra, one of the king's nephews who was then studying in Bologna, approached the future John XXIII. Alexander V and his successor acknowledged the support offered by Portugal and its representatives in reunifying western Christianity. The direct benefits of the Portuguese participation were two episcopal promotions, one cardinal's hat and a crusade bull for the expedition to Ceuta.

LA PARTICIPATION DU PORTUGAL AU CONCILE DE PISE (1409)

HÉLÈNE MILLET *

On apprend dans les manuels d'histoire que le schisme ayant divisé l'Église d'Occident à partir de 1378 s'est terminé en 1417 par l'élection de Martin V au concile de Constance. Généralement, tout le mérite de la réunification de l'Église est attribué à ce pape, ainsi qu'à ce concile, alors que celui de Pise, qui s'est réuni en 1409, est traîné dans la boue. Pourquoi?

Aux deux pontifes rivaux – c'est-à-dire, à cette date, Grégoire XII pape dans l'obédience romaine et Benoît XIII pape dans l'obédience avignonnaise – on est en effet passé à trois prétendants à la tiare. Malgré la sentence de déposition de Grégoire et de Benoît, prononcée le 5 juin 1409 par les Pères conciliaires, Alexandre V, qui fut ensuite élu par les cardinaux dès le 26 juin 1409, ne parvint pas à faire l'unanimité. Contre lui, mort trop vite en 1410, et contre son successeur, Jean XXIII, continuèrent à se dresser le résidu germano-italien de l'obédience de Grégoire XII et le bastion espagnole et écossais resté fidèle à Benoît XIII¹.

Mais à qui observe le déroulement des événements, ce retentissant échec n'est qu'apparent, car la troisième obédience mise en place par le concile de Pise est le résultat d'une réconciliation entre les pays de la majeure partie de la chrétienté: France, Angleterre, Italie (sauf quelques cités du Nord et le Royaume de Naples), Savoie, Pays-Bas, Allemagne (sauf le Palatinat et diverses principautés), Bohême, Pologne, Pays Scandinaves et Portugal². Un irrésistible mouvement vers l'union s'était mis en branle avec la convocation du concile, durant l'été 1408, par les cardinaux des deux obédiences, désormais unis dans un commun refus d'obéir à leur pape respectif.

* CNRS (Paris). Consultante du projet *Fasti Ecclesiae Portugaliae*.

¹ Sur tous ces événements, on pourra se reporter à n'importe quelle Histoire de l'Église, en particulier à ALMEIDA, Fortunato de – *História da Igreja em Portugal*. Éd. préparée et dirigée par Damião Peres. Vol. 1. Porto: Portucalense Editora, 1967.

² Voir la mise au point d'ENGELS, O. – Die Obendienzen des Abendländischen Schismas. In *Atlas zur Kirchengeschichte*. Dir. H. Jedin, K. S. Latourette et J. Martin. Fribourg-Bâle-Vienne, 1970, p. 51. Le Portugal y est porté comme ayant adhéré à Pise après l'élection d'Alexandre V.

Car le concile de Pise est le résultat d'une révolte – et cela n'entre pas pour peu dans les vertueuses condamnations actuelles –. Il n'a pas été convoqué selon les saints principes du droit canon. Ce sont des cardinaux qui ont lancé l'appel au peuple chrétien des deux obédiences à se réunir. De cette tare originelle, l'assemblée pisane ne pouvait être lavée qu'en apportant la preuve qu'elle était une réelle représentation de l'Église, qu'elle avait réellement touchée l'ensemble des fidèles et qu'ils se reconnaissaient en elle³.

La question de savoir qui a ou n'a pas envoyé de délégué à Pise n'est donc pas une curiosité anodine. Les contemporains ont soigneusement dressé des listes, au rythme des arrivées, ou selon l'ordre hiérarchique, ou encore selon les provinces ecclésiastiques. On ne manque pas de sources pour être renseigné. Ce qui fait défaut, c'est plutôt la volonté de tirer au clair une période qui pose des problèmes gênants quant aux modalités de la tradition apostolique. Il coûte à une conscience catholique de reconnaître que la belle chaîne continue qui lie chaque pape au suivant a été rompue, et renouée par la grâce d'un concile. Ainsi s'explique au moins en partie que l'historiographie portugaise – du moins pour ce que j'en connais – reste très discrète sur cette partie du schisme. Dans la *Nova História de Portugal* par exemple, A. H. de Oliveira Marques a beau avoir mis l'accent sur l'idée de crise pour son étude des XIV^e et XV^e siècles, son livre ne consacre que deux pages au sujet; mais, conclut-il prudemment, le Portugal ayant été beaucoup plus divisé qu'on ne l'a dit, il convient de multiplier les études locales avant de ne rien affirmer⁴.

En 1970, Antonio Domingues de Sousa Costa a édité quantité de matériaux susceptibles d'éclairer l'histoire portugaise du schisme dans le deuxième volume des *Monumenta Portugaliae Vaticana*, mais, dans sa copieuse introduction, il s'étend bien davantage sur les débuts que sur la fin de la période⁵. Quelle connaissance avait-il alors de l'ambassade envoyée à Pise par le roi João? Cela n'apparaît pas clairement, car il n'en souffle mot dans cette introduction alors qu'il savait, dès 1957, que Lançarote Esteves en avait fait partie⁶. Plus tard, dans

³ J'ai développé cet aspect de la question dans MILLET, H. – La représentativité, source de la légitimité du concile de Pise (1409). In *THEOLOGIE et droit dans la science politique de l'Etat moderne*. Rome, 1991 (Collection de l'Ecole française de Rome n° 147), p. 241-261.

⁴ «*Bispos excomungados por seguirem o partido do "antipapa" continuaram a gozar da protecção régia e a exercer autoridade nas suas dioceses. Só uma análise demorada da situação de cada bispado poedrã, um dia, dar-nos um quadro correcto da complexidade do caso*»: MARQUES, A. H. de Oliveira – *Nova História de Portugal*. Vol. 4: *Portugal na Crise dos Séculos XIV e XV*. Lisboa, 1987, p. 378-379

⁵ COSTA, António Domingues de Sousa – *Monumenta Portugaliae Vaticana*. T. 2: *Suplicados Pontificados dos Papas de Avinhão Clemente VII e Bento XIII e do Papa de Roma Bonifácio IX*. Braga, 1970.

⁶ COSTA, António Domingues de Sousa – O doutoramento em Bolonha do secretario de D. João I: Doutor Lançarote, conde palatino e embaixador ao concilio de Pisa. *Itinerarium*. 77 (1957) 202-220.

Renseignements relatifs au Portugal dans sept listes de participants au concile de Pise

	M	T	G	B	O	L	U
Procureur de l'évêque de Lamego	col. 346: Nic. de Balionibus de Perusio, prieur général de l'ordre du St-Sépulcre, aussi proc. des év. de Badajoz et de Tuy	n°430: Nicolaus de Balionibus de Perusio, prieur général de l'ordre du St-Sépulcre, aussi proc. des év. de Badajoz et de Tuy	n°625 n°622 n°624	 fol. 120v	 fol. 10v	p. 234 p. 234	col. 473: év. <i>Lauraten.</i> col. 473
Ambassadeurs du roi de Portugal:				fol. 115v et des prélats de tout le royaume	fol. 1v et des prélats de tout le royaume	p. 224	
1) Johannes év. (sic) de Lisbonne				fol. 115v fol. 117v: en tant qu'archev	fol. 1v fol. 4v: en tant qu'archev	archev. p. 224	col. 468: en tant qu'archev
2) évêque de Lamego				fol. 115v fol. 117v: en tant qu'évêque	fol. 1v fol. 5v: en tant qu'évêque	p. 224	
3) magister Laurentius, prov. OSA				fol. 115v	fol. 1v		
4) magister, O. min, confesseur du roi				fol. 115v	fol. 1v	p. 224 Joh. Xira, maître théo.	
5) Lancelotus Stephani, doct. lois						p. 224	
6) Sydericus Martini, doct. lois						p. 224	

un article paru en 1977, il a enfin dévoilé sa source d'information⁷ : un recueil de lettres ayant trait au concile de Pise, édité en 1940 par Johannes Vincke⁸.

Ce recueil comprend en effet une lettre du roi Martin d'Aragon, en date du 10 juin 1409, faisant état du sauf-conduit que le roi de Portugal lui avait prié d'accorder à ses six ambassadeurs au concile⁹. Ceux-ci y étaient désignés par leur titre, à savoir, l'archevêque de Lisbonne, l'évêque de Lamego, deux maîtres en théologie et deux docteurs. Vincke précisait en note que les religieux s'appelaient «Fray Joan Xira» et «Fray Lorenz», et que les docteurs étaient «Diago Martinez» et «Lancalot», mais sans aucunement justifier ces identifications. Sans prétendre avoir retrouvé la ou, plus probablement, les sources de Vincke, je suis en mesure de citer des documents qui confirment ses dires. Il s'agit tout simplement de quelques-unes des listes de participants au concile mentionnées plus haut.

Mais ces listes permettent d'aller bien au-delà d'une simple vérification. Loin d'être parfaitement identiques, elles sont souvent complémentaires, et l'analyse de leurs différences – les unes sans véritable portée, les autres riches de suggestions – apportent d'autres enseignements. Surtout, elles révèlent que l'ambassade royale avait été précédée par un procureur de l'évêque de Lamego, ce qui laisse entendre une certaine divergence de vue sur la manière de répondre à l'invitation lancée par les cardinaux.

J'ai rassemblé toutes ces indications en un tableau synthétique à partir duquel une rapide enquête sur la personnalité des représentants portugais a pu être menée. On est ainsi conduit au cœur de la politique royale, et, même si les circonstances dans lesquelles fut formée l'ambassade restent partiellement hypothétiques, on perçoit que la décision d'aller à Pise fut l'objet d'un vrai débat.

1. LES LISTES DE PARTICIPANTS AU CONCILE, LEUR SIGNIFICATION

Les travaux que j'ai menés antérieurement sur la composition du concile de Pise m'ont conduite à consulter et étudier onze listes de participants, toutes dignes de foi mais non exemptes d'erreurs, certaines très proches les unes des autres, d'autres originales dans leur composition ou par quelques items. Le signalement ou non d'ambassadeurs du roi João de Portugal fait ainsi partie des différences les plus faciles à déceler. Au total, ce sont seulement trois listes qui mentionnent cette

⁷ COSTA, António Domingues de Sousa – Leis atentatorias das liberdades eclesiasticas e o papa Martinho V contrario aos Concilios Gerais. In *STUDIA Storico-Ecclesiastica: Festgabe für Prof. Luchesius G. Spätling OFM*. Rome, 1977, p. 505-591.

⁸ VINCKE, J. – *Briefe zum Pisaner Konzil*. Bonn, 1940.

⁹ *Ibidem*, n° 112, p. 199.

ambassade (colonnes B, O, L du tableau), peut-être quatre (colonne U) si, comme il est vraisemblable, l'édition qu'en a donné Ughelli trahit quelque peu son original. Mais, dans trois autres listes (colonnes M, T et G), à défaut d'ambassade royale, on trouve la mention d'un procureur de l'évêque de Lamego.

À leur arrivée à Pise, les prélats et ambassadeurs désireux d'être incorporés au concile devaient se présenter devant une commission chargée de se prononcer sur la validité de leurs mandats ou de leurs titres. Les notaires de cette commission ont ouvert un registre où ils ont inscrit, jour après jour, les noms et qualités des personnages qu'ils admettaient. Ainsi est née la liste M, éditée – mais fort mal – par Mansi, dans sa vaste compilation de textes conciliaires¹⁰. Cette liste ayant été arrêtée au 14 juin 1409 et ne signalant pas l'arrivée de l'ambassade royale portugaise, on en déduit que celle-ci s'était présentée à Pise postérieurement à cette date. On y apprend en revanche que, le samedi 28 avril, *Nicolaus de Balionibus de Perusio* avait obtenu son incorporation au double titre de prieur général de l'ordre du Saint-Sépulcre et de procureur de trois évêques urbanistes: Pierre évêque de Badajoz, Antoine évêque de Tuy et *Gonsalvus* évêque de Lamego (col. 346). Sur ces trois évêques ibériques, seul celui de Lamego relevait incontestablement du Portugal. Par quel phénomène lui et ses collègues étaient-ils entrés en relations avec ce prieur? Cela, le registre ne l'expliquait pas.

La liste par ordre hiérarchique qu'il m'a été donné d'éditer en 1981 (T) est largement tributaire du registre des incorporations¹¹. Cette constatation, à laquelle j'étais parvenue en 1990, est ici doublement confirmée¹²: la section consacrée aux ambassades des puissances civiles ignore celle du roi de Portugal, tandis qu'a été mentionné deux fois *Nicolaus de Balionibus de Perusio*, une première fois en tant que prieur général de l'ordre du Saint-Sépulcre (n°328) et une deuxième en tant que procureur des trois évêques (n°430).

La liste désignée sous la lettre G est, quant à elle, unique en son genre¹³. Probablement réalisée par un clerc du cardinal Giordano Orsini (à qui

¹⁰ *SACRORUM conciliorum nova et amplissima collectio*. Éd. G.-D. Mansi. T. 27. Venise, 1784, col. 331-356. Cette édition suit une copie du registre des admissions, elle-même fautive, réalisée à la fin du XV^e siècle (Turin, Bibliothèque nationale et universitaire, E II 3, fol. 45-94v). Selon GIRGENSOHN, Dieter – Über die Protokolle des Pisaner Konzils von 1409. *Annuario Historiae Conciliorum*. 8 (1986) 107, une meilleure copie de ce registre se trouve à la Bibliothèque du Vatican, ms Vat. Lat 4172, fol. 59-95v. Une malencontreuse et inattendue fermeture de la Bibliothèque m'a empêchée de vérifier que l'ambassade portugaise ne figurait pas dans cette copie.

¹¹ MILLET, H. – Les pères du concile de Pise (1409): édition d'une nouvelle liste. *Mélanges de l'École française de Rome. Moyen Âge, Temps modernes*. 93 (1981) 713-790.

¹² MILLET, H. – Les Français du Royaume au concile de Pise (1409). In *Crises et réformes dans l'Église: De la réforme grégorienne à la Préréforme*. Paris, 1991 (Editions du CTHS. Actes du 115^e Congrès national des Sociétés savantes), p. 263.

¹³ MAIOLI, G. (Fr. Graziano di Santa Teresa OCD) – Un nuovo elenco dei partecipanti al concilio di Pisa del 1409. *Ephemerides Carmeliticae*. 16 (1965) 384-411.

appartenait le manuscrit où elle a été conservée), elle classe les participants au concile selon la province ecclésiastique à laquelle ils appartenaient. Or, à la rubrique «province de Compostelle» un procureur de l'évêque de Badajoz (n°622) a été signalé, et, à la rubrique «province de Braga», ce sont les évêques de Tuy (n°624) et de Lamego (n°625) qui sont donnés pour avoir été représentés. Il n'y a en revanche aucune indication concernant la province de Lisbonne, à laquelle appartenait le chef de l'ambassade royale portugaise, et cette ambassade n'est pas davantage mentionnée dans le rapide récapitulatif, placé en tête du document, des *oratores* députés par les rois et princes.

Les listes hiérarchiques font au contraire une place de choix à ce type de participants, tandis que, à l'exception de T, elles taisent l'identité des procureurs envoyés par les prélats. Le registre des incorporations n'a certainement pas été leur seul guide de rédaction. Elles offrent suffisamment de variantes, dans la nature et/ou l'ordre de leurs items, pour qu'on soit obligé de penser qu'elles furent établies de manière relativement indépendante les unes des autres. Il ne faut donc pas s'étonner qu'elles ne fassent pas toutes état de l'ambassade royale portugaise.

Sur les trois qui la mentionnent, deux la détaillent en des termes absolument identiques (B et O)¹⁴. Elles l'annoncent pour être non seulement l'ambassade du roi de Portugal mais encore celle «des prélats de tout le royaume» et elles lui attribuent seulement quatre membres: l'évêque (*sic*) Jean de Lisbonne, l'évêque (resté sans prénom) de Lamego, maître Laurent provincial OSA, et un maître franciscain confesseur du roi¹⁵. Ces deux listes sont d'ailleurs souvent très proches l'une de l'autre pour quantité d'autres items, ce qui ne signifie nullement qu'elles avaient une quelconque parenté quant à leur destination. À Benoît XIII parvint la liste B, tandis que la liste O avait été adressée à un urbaniste¹⁶. Toutes deux classent en outre les deux prélats à leur rang de prélat dans la section consacrée aux présents, Jean figurant en l'occurrence parmi les archevêques¹⁷. Enfin, ayant pris acte que l'évêque de Lamego n'avait pas à être représenté vu qu'il s'était déplacé en personne, elles l'ont omis dans la section des évêques ayant expédié un procureur, sans oublier d'y mentionner ceux de Badajoz et de Tuy¹⁸. Tout ceci est parfaitement cohérent.

¹⁴ Liste B: Archivio Segreto Vaticano, Arm. LIV, t. 34, fol. 115-123v. Cette liste a été éditée, de façon abrégée, par RINALDI – *Annales ecclesiastici*. Lucques. 8 (1752) 264. Liste O: Oxford, Bodleian Bibl., Canon. Pat. lat. 205, fol. 1-15v.

¹⁵ Liste B, fol. 115v; liste O, fol. 1v.

¹⁶ La liste B est incluse dans un dossier connu pour avoir été constitué par Benoît XIII. Parmi les indices de l'origine de la liste O, je signalerai qu'elle ouvre un recueil de textes dont le premier comporte un chapeau introductif où il est parlé de Grégoire XII avec plus de révérence que de Benoît XIII et qui mentionne un cardinal urbaniste (fol. 15v).

¹⁷ Liste B, fol. 117v; liste O, fol. 4v.

¹⁸ Liste B, fol. 120v; liste O, fol. 10v.

La troisième liste par ordre hiérarchique à avoir eu connaissance de l'ambassade portugaise (L) semble avoir disposé de davantage de renseignements mais elle les a traités avec moins de discernement¹⁹. Elle fut dressée par un clerc d'origine germanique dont on peut penser qu'il était étourdi. Selon lui, les portugais étaient cinq, à savoir les deux prélats, qu'il cite seulement par leur titre, deux docteurs en lois, qu'il sait nommer – *Lancelotus Stephani* et *Sydericus Martini* – et un franciscain maître en théologie dont il connaît le nom – *Johannes Xira* (p. 224). Sans cette précision, nous ne pourrions pas avoir la certitude que ce franciscain est à identifier avec le confesseur du roi des deux listes précédentes²⁰. L'absence de *magister Laurentius*, le provincial des Augustins, a ainsi tout l'air d'un oubli. Ensuite, le rédacteur n'a pas répercuté ces informations dans les autres sections: dans celle des prélats présents, il n'a fait figurer ni l'archevêque de Lisbonne, ni l'évêque de Lamego, et, parmi les évêques ayant envoyé des procureurs, il a repris sans sourciller la triade Badajoz, Tuy, Lamego (p. 234).

La dernière liste à faire mention de Portugais (U) est encore plus déconcertante²¹. Bien que la section des ambassades royales et princières ne mentionne pas celle du roi João, l'archevêque de Lisbonne est répertorié, à son rang, parmi les présents (col. 468). En toute logique, une telle mention ne devrait pas aller sans la précédente. Quant à l'évêque de Lamego, il est classé parmi les évêques ayant envoyé un procureur – à condition toutefois que *Lauratensis* soit bien une mauvaise transcription de *Lamacensis* – en compagnie des évêques de Badajoz et de Tuy (col. 473). De telles bizarreries font songer à des erreurs de lecture ou de copie, mais faute d'avoir pu remonter jusqu'au manuscrit donné pour avoir été l'original, je ne saurais rien affirmer²².

Au vu de toutes ces informations, plusieurs constatations s'imposent. Remarquons tout d'abord qu'aucune de ces listes n'est à la fois complète et exacte. À la décharge de leurs auteurs, je ferai remarquer que la difficulté de leur travail était bien réelle, surtout si l'on songe qu'ils avaient à comptabiliser une foule mouvante d'environ cinq cents personnes, ce qui conduisait à recenser au total, avec les procurations, un bon millier de noms, des noms à consonances variées, forgés aux quatre coins de la chrétienté.

¹⁹ LEINWEBER, J. – Ein neues Verzeichnis der Teilnehmer am Konzil von Pisa 1409. In *KONZIL und Papst: Festgabe H. Tüchle*. Éd. G. Schwaiger. Paderborn, 1975, p. 207-246.

²⁰ Voir, plus loin, les sources de la biographie de ce franciscain.

²¹ Elle a été éditée par F. Ughelli au tome III de son *Italia sacra*. Rome, 1647, col. 556-573. C'est donc la plus ancienne édition d'une liste des Pères du concile de Pise. Mes références renvoient à la réédition de Coleti, Venise, 1718, col. 465-476.

²² D'après LEINWEBER – Ein neues Verzeichnis, p. 211, n. 23, Ughelli avait utilisé une transcription par Contelori d'une liste contenue dans un manuscrit ayant appartenu à un notaire du concile: Biblioteca Apostolica Vaticana (BAV), ms. Vat. Lat. 12610. Une telle provenance implique un haut degré de fiabilité. La fermeture inopinée de la Bibliothèque du Vatican m'a empêchée de me reporter au manuscrit.

Rappeler ces chiffres oblige à relativiser l'importance de la participation portugaise. Encore faut-il comparer ce qui est comparable. L'ambassade du roi João était numériquement à peine inférieure (six contre neuf) à celle du roi d'Angleterre. Dans les deux cas, cette relative faiblesse était compensée par la charge de représentation dont elles étaient investies: derrière elles, il y avait non seulement le roi mais encore tous les prélats du royaume²³. Les Anglais avaient donné une consistance tangible à cette réalité: les listes énumèrent la litanie impressionnante des évêques, des chapitres et surtout des abbés et des prieurs anglais dans les sections où sont répertoriés les prélats ayant désigné des procureurs. On ne trouve rien de semblable pour le Portugal.

Il faut aussi tenir compte du temps. L'état de la situation reflété par M est bien daté: 14 juin. Les listes T et G qui n'apportent pas d'autre élément d'information sont à situer après le 14 juin, mais avant l'arrivée de l'ambassade, à une date difficile à préciser. On sait seulement que, le 10 juin, elle devait être aux environs de Barcelone puisque le roi Martin d'Aragon la recommandait alors à Louis II de Provence pour obtenir un sauf-conduit²⁴. Les quatre autres listes sont postérieures à son arrivée (à la fin juin?) et témoignent d'un renversement complet de la conjoncture. Auparavant, l'Italien à qui l'évêque de Lamego avait remis sa procuration était seul habilité à émettre une opinion portugaise.

Nicolaus de Balionibus de Perusio est ainsi le seul des sept personnages recensés à avoir pu assister à l'acte conciliaire le plus décisif: la condamnation et la déposition de Grégoire XII et de Benoît XIII, prononcées le 5 juin 1409. La sentence avait été consignée sur un document laissé à la libre disposition des Pères conciliaires pour qu'ils y apposent leur signature. J'ai examiné trois copies de ce document. L'une d'elles est manifestement tronquée²⁵. Sur les deux autres, fort semblables, réalisées dans la seconde moitié du XV^e siècle, on relève que certains, venus tardivement, ont cru devoir dater leur souscription. Ainsi, le 13 juillet, il était encore possible de manifester son adhésion. Pourtant, ni *Nicolaus de Balionibus de Perusio*, ni aucun des six ambassadeurs du roi João ne figure parmi les souscripteurs. Ces derniers seraient-ils arrivés encore plus tardivement? Il me paraît plus vraisemblable que, comme beaucoup d'autres, ils aient cherché à ménager l'avenir en évitant de se compromettre. Dans cette

²³ «*Ambassiatores domini Anglorum regis et omnium ipsius regni prelatorum et capitulorum ecclesiarum ac totius ecclesie Anglicane*» annonce la liste T (dans l'édition, p. 725).

²⁴ Voir plus haut, note 9.

²⁵ Je connais quatre copies de ce document. Les trois que j'ai examinées sont: BAV, Vat. Lat. 4000, fol. 96v-103v et Vat. Lat. 4192, fol. 118-130. La copie tronquée a été éditée par VINCKE, J. – *Schriftstücke zum Pisaner Konzil*. Bonn, 1942 (Beiträge zur Kirchen- und Rechtsgeschichte, 3), p. 177-205. Il me reste à voir l'exemplaire qui est probablement le meilleur: Wolfenbüttel 396, fol. 44-51. Sur la nature diplomatique de ce document, voir mes remarques dans MILLET – Les pères du concile, p. 718.

histoire, ils font figure d'ouvrier de la onzième heure, l'évêque de Lamego ayant toutefois joué un rôle de pionnier.

Il faut enfin souligner que les renseignements donnés par les listes, pourvu qu'on les additionne, rendent parfaitement identifiables les six ambassadeurs. L'étude de la représentation portugaise au concile de Pise peut donc s'enrichir des précieux apports d'une enquête biographique²⁶.

2. LES SIX AMBASSADEURS

Le chef de l'ambassade était le prélat du royaume le plus élevé en dignité: l'archevêque de Lisbonne, **João Afonso da Azambuja**. Il devait son éminence à l'élévation de la cité de Lisbonne au rang de métropole, par le démembrement de la province de Compostelle, tout récemment réalisé par Boniface IX, en 1394, à la demande du roi João.

À cette époque, João Afonso da Azambuja n'était pas encore parvenu au faite des honneurs ecclésiastiques, mais il avait déjà derrière lui une longue carrière de serviteur royal²⁷. Au moment crucial du changement dynastique, il détenait le prieuré de la collégiale Ste-Marie d'Alcaçova de Santarem et fut l'un des premiers à apporter son soutien au Mestre de Avis. Par la suite, cet engagement lui permit d'entrer en contact avec la curie urbaniste, car il fit partie de deux ambassades envoyées à Urbain VI puis Boniface IX dans le but de régulariser la situation du nouveau roi. On a compté les chartes que ce canoniste (il avait le grade de bachelier) a rédigées de 1384 à 1387 en tant que *desembargador* puis conseiller du roi: elles s'élèvent au nombre impressionnant de 343.

En 1387, il fut promu évêque de Silves. Transféré à trois reprises (à Porto en 1391, puis à Coimbra en 1396, enfin à Lisbonne en 1402), il dut cependant être un évêque conscient de ses devoirs de pasteur car on a conservé de lui d'importants statuts synodaux, promulgués dès la première année de son arrivée à Lisbonne, le 13 janvier 1403²⁸. Lorsqu'il fut désigné comme chef d'ambassade, sa cote était au plus haut dans la confiance royale. La façon dont il s'acquitta de sa mission donna toute satisfaction aux deux parties car il fut inclus dans la

²⁶ Je dois ici signaler ma dette envers Armando Luis de Carvalho Homem et Ana Maria Jorge pour l'aide bibliographique qu'ils m'ont apportée. J'espère que des enquêteurs portugais enrichiront cette partie de mon travail.

²⁷ C'est à ce titre qu'A. L. de Carvalho Homem en a donné deux biographies, la première en tant que *desembargador* du roi Jean Ier (*O Desembargo Régio (1320-1433)*, Porto, 1990, p. 330-331, la seconde en tant que conseiller du même roi jusqu'à sa mort en 1415 (*Conselho real ou conselheiros do rei? A proposito dos "privados" de D. João I. Revista da Faculdade de Letras*. 2s. 4 (1987) 54-55). J'en ai tiré l'essentiel de ma propre notice.

²⁸ *SYNODICON Hispanum*. Dir. A. Garcia Y Garcia. T. 2: *Portugal*. Madrid, 1982, p. 317-339.

promotion cardinalice internationale de 1411, destinée à asseoir la papauté pisane. Sa mort, survenue le 23 janvier 1415, l'empêcha d'exercer une quelconque influence au concile de Constance²⁹.

À côté de cette étoile de première grandeur, l'évêque de Lamego fait pâle figure. **Gonçalo Gonçalves** n'a pas dû beaucoup fréquenter les milieux de la cour³⁰. La bulle de sa promotion à l'épiscopat (26 janvier 1394) nous apprend qu'il était doyen de Lamego au moment de son élection par le chapitre. Vers 1403-1408, il fut aussi chargé d'administrer Ciudad Rodrigo, autrement dit, de veiller aux intérêts urbanistes dans un siège relevant majoritairement de l'obédience avignonnaise. On aimerait mieux connaître Gonçalo, savoir quelle était sa formation intellectuelle, comment il avait été gagné à la voie de concile et s'il fit campagne pour faire partager son opinion, mais seule nous est pour l'instant connue la date de sa mort: il put s'endormir dans la paix de l'unité retrouvée en 1419.

Sur **mestre Lourenço**, celui des deux théologiens de l'ambassade qui était ermite de Saint-Augustin et provincial de son ordre, on n'est guère mieux renseigné. Une lettre qu'il avait sollicitée de Boniface IX en tant qu'exécuteur testamentaire du chanoine de Lisbonne *Elias de Castris* nous apprend qu'il était déjà provincial d'Espagne au 1^{er} janvier 1401³¹. L'ambassade fut pour lui l'occasion de se mettre en avant: le 9 juillet 1410, Alexandre V pourvoyait *Laurentius Alphonsi* de l'évêché grec de Megara. C'était là un honneur sans profit et, «pour lui permettre de tenir son rang», le pape lui remettait en même temps la commende de l'abbaye bénédictine de Pondorada³². Mais comme Grégoire XII en avait déjà disposé, avant sa déposition par le concile, en faveur d'un nommé *Gundisalvus Johannis*, mestre Lourenço était par là même invité à se mettre en campagne pour évincer un suppôt urbaniste qui avait le droit pour lui. Qu'advint-il de l'ermite? Je l'ignore. En 1418, il n'était plus évêque de Megara.

Avec le franciscain **João Xira**, on retrouve une célébrité de l'historiographie portugaise. Non pas que sa biographie soit très fournie. Les listes nous en disent l'essentiel: il était théologien et confesseur du roi. Mais il fut le héros d'un haut fait qui lui valut d'être cité par Gomes Eanes de Zurara dans sa chronique³³. Le

²⁹ Contrairement à Carvalho Homem qui situe sa mort au retour de Constance, de Sousa Costa (dans l'introduction au t. 2 des *Monumenta Portugaliae Vaticana*) explique qu'il mourut à Bruges où il était allé visiter la partie de sa famille qui était d'origine flamande.

³⁰ Tout ce que je sais de cet évêque provient de EUBEL, Conrad – *Hierarchia Catholica Medii Aevi*. Vol. 1. Ratisbonne, 1913, p. 291.

³¹ *BULLARIUM Ordinis Sancti Augustini*. Éd. C. Alonso. T. 2: (1362-1415). Rome, 1997, n° 577.

³² *Ibidem*, n° 890 et 891.

³³ ZURARA, G. E. de – *Crónica da tomada de Ceuta por el Rei D. João I*. Éd. F. M. Esteves Pereira. Lisboa, 1915, p. 156-160.

28 juillet 1415, avant le départ de la flotte qui devait s'emparer de Ceuta, il fut chargé de haranguer les troupes. Or il ne fit pas seulement une belle prédication. Il suivit un cérémonial et s'adressa aux guerriers en des termes qui ne laissent aucun doute: l'expédition avait été conçue comme une croisade et agréée comme telle par Jean XXIII. Frei João en effet donna lecture de la bulle d'indulgence accordée par le pontife et, après avoir disposé ses auditeurs à la pénitence, il leur administra une absolution collective «de la coulpe et de la peine»³⁴.

L'événement est assurément marquant, surtout pour qui s'attarde à évaluer les conséquences de la prise de Ceuta. Mais il est également troublant. L'indult en vertu duquel Frei João avait lancé la croisade émanait d'un pape ayant été déposé depuis deux mois par le concile de Constance. Comme il est demeuré introuvable dans les archives royales comme dans les registres de lettres pontificales, on ignore à quelle date il fut émis. La prudence avec laquelle le roi avait préparé l'expédition et l'excellence des relations qu'il entretenait avec Jean XXIII plaident en faveur d'une date mettant l'existence et la validité du précieux document hors de doute³⁵. D. João et son confesseur n'avaient apparemment aucune crainte à le produire; ils en attendaient autant d'effets que si le prestige du pontife n'avait pas été entamé. Leur foi et le talent oratoire du prédicateur surent galvaniser les énergies, en dépit de ce trop réel déficit en autorité³⁶. Le franciscain, il est vrai, disposait d'un capital d'estime auprès des fidèles du fait de son implication dans la diffusion de l'Observance au sein de son ordre³⁷.

Les deux docteurs en lois qui avaient été choisis pour compléter l'ambassade ne jouissaient pas du même genre de renommée. Ce sont l'un et l'autre des intellectuels formés à Bologne qui ont oscillé entre cléricature et laïcité et fait une carrière d'administrateur au service de la royauté. En tant qu'étudiant, ils ont donc intéressé Antonio Domingues de Sousa Costa, et en tant que *desembargador* Armando Luis de Carvalho Homem³⁸: nous sommes fort bien renseignés sur eux.

³⁴ Sur cet épisode, voir WITTE, C. M. de – Les bulles pontificales et l'expansion portugaise au XV^e siècle. *Revue d'Histoire Ecclésiastique*. 48 (1953) 687-690.

³⁵ En réponse aux sceptiques, C. M. de Witte a fait valoir que les expéditions ultérieures portugaises avaient bénéficié d'indults similaires de la part de Martin V.

³⁶ FREITAS, J. A. Gonçalves de – *A Burocracia do "Eloquente" (1433-1438): Os textos, as normas, as gentes*. Cascais, 1996, p. 233 ss.

³⁷ Une bulle de 1419 signale qu'il était *gubernator* du couvent des clarisses d'Interambosrivos au diocèse de Porto depuis vingt ans. Il devait en surveiller le transfert. Cf. *BULLARIUM franciscanum*. Éd. J. H. Sbaralea; Conrad Eubel. T. 7. Rome, 1904, n° 1423.

³⁸ HOMEM, A. L. de Carvalho – *O Desembargo Régio (1320-1433)*. Porto: 1990, p. 351-352 (notice de Lançarote Esteves) et p. 290-291 (notice de Diogo Martins).

À Bologne, **Lançarote Esteves** (*Lancelotus Stephani*) fut un élève de Bartolomeo da Saliceto³⁹. Dans les registres où a été consigné son succès aux épreuves du doctorat, en mai 1404, il est désigné comme secrétaire du roi de Portugal. Avait-il servi D. João avant de se rendre en Italie? C'est possible, même s'il ne doit probablement pas être confondu avec un homonyme qui fut scribe de la chambre dans les années 1369-1390⁴⁰. Au retour d'Italie, le secrétaire devint professeur à l'université de Lisbonne, dès 1406, puis, en 1408, *desembargador dos feitos de el-Rei*, un titre dont on ignore ce qu'il recouvrait exactement. Toujours est-il qu'entre 1408 et 1421, son nom n'apparaît que huit fois sur les chartes royales.

Quelques mois avant de partir pour Pise, Lançarote Esteves mit ses affaires personnelles en règle: il légittima les trois enfants qu'il avait eus de trois femmes différentes. Savait-il qu'il risquait de partir et de rester longtemps parti? Le concile une fois terminé, au lieu de s'en retourner au pays, il resta en effet auprès d'Alexandre V, sans qu'on lui connaisse de fonction précise en curie. Le 1^{er} octobre 1411, il reçut de Jean XXIII – auprès de qui il était resté en poste – la mission de retourner au Portugal pour des affaires délicates touchant le pape et l'Église, sur lesquelles sa lettre d'envoi ne donne pas de détail. À cette époque, le pape avait besoin de subsides pour faire la guerre à Ladislas de Naples et récupérer Rome et les États de l'Église, maintenus par ce roi dans l'obédience de Grégoire XII. Le clergé portugais avait été taxé d'une décime⁴¹. Le retour en curie de Lançarote, curieusement appelé «comte palatin» par Jean XXIII, n'était pas espéré avant mai 1412. Il est à présumer que sa mission s'inscrivait dans ce contexte militaire et financier. On le trouve d'ailleurs par la suite occupé à d'autres négociations entre D. João et la papauté. La dernière charte royale où il est nommé, avec le titre de chevalier, date de 1421.

Son compagnon d'ambassade a mené une carrière plus classique mais tout aussi dévouée au roi. **Diogo Martins** (*Sydericus Martini*) n'avait d'ailleurs qu'à suivre les traces de son oncle, Gil Martins, un serviteur qu'on trouve auprès de D. João dès la première heure. Il dut être envoyé jeune à Bologne: licencié le 30 mars 1401, il fut fait docteur le 18 mars 1402. Il commença ses activités de *desembargador* en 1407 et les poursuivit sans discontinuer jusqu'en 1430, ainsi que l'attestent les 156 chartes qu'il eut à souscrire. Ayant relevé un trou dans cette série entre le 12 mai et le 20 décembre 1409, Armando Luis de Carvalho Homem en a déduit qu'il avait effectivement dû se rendre à Pise durant ce temps.

³⁹ La plupart des renseignements sur Lançarote Esteves proviennent de l'étude de COSTA – O doutoramento em Bolonha, laquelle se termine par l'édition de trois pièces justificatives, dont la bulle de 1411. Curieusement, le paragraphe consacré à l'ambassade (p. 214) n'est étayé par aucune référence.

⁴⁰ Ainsi le dit HOMEM – *O Desembargo*, dans le complément de la Postface, p. 628.

⁴¹ DELARUELLE, E.; LABANDE, E.-R.; OURLIAC, P. – *L'Église au temps du Grand Schisme et de la crise conciliaire (1378-1449)*. Vol. 1. Paris, 1962, p. 162.

Le nom de ce *desembargador* modèle est resté lié à un épisode célèbre des relations de l'Église et de l'Etat portugais. Les fameuses lois «jacobines» ont en effet été ainsi dénommées à cause de celui qui les avaient proclamées, et peut-être rédigées, à la fin de l'année 1419: Diogo Martins, dont le prénom se dit *Jacobus* en latin⁴². Ces lois ont soulevé une tempête à la curie de Martin V, car on estima qu'elles portaient atteinte aux libertés de l'Église. Les bons rapports du Portugal et de la papauté en furent pour un temps obscurcis. On notera que Diogo Martins était un clerc marié, attesté comme père de deux fils en 1431.

Malgré ses évidentes lacunes, la petite enquête à laquelle je me suis livrée suffit à montrer que le roi João avait eu à cœur d'envoyer une ambassade de marque au concile. Ils étaient tous investis d'importantes responsabilités et, à des titres variés, ils se sont presque tous illustrés, chacun dans leur domaine, soit qu'ils aient eu déjà une certaine célébrité avant de partir à Pise, soit qu'ils aient tiré bénéfice de cette mission peu banale pour progresser en expérience ou dans les honneurs. À leur contact, on apprend beaucoup de l'histoire portugaise et on pressent que la décision de participer au concile a non seulement marqué leur existence mais encore pesé sur la destinée du royaume. Or que sait-on des circonstances de la formation de cette ambassade? Pourquoi est-elle parvenue si tardivement à Pise?

3. LA DÉCISION DE PARTICIPER AU CONCILE

Pour trouver des informations sur la manière dont fut prise la décision de participer à l'assemblée pisane, j'aurais certes dû diriger mes pas vers la Torre do Tombo, mais je me suis contentée d'interroger les sources publiées relatives à la tenue du concile. Elles donnent déjà quelques précieuses indications.

Reprenons le fil des événements. Depuis son accession au trône du Portugal, en 1385, le roi João avait fait profession de foi urbaniste, et il s'y était tenu. Apparemment resté à l'écart des controverses sur les voies susceptibles de ramener la paix et l'union dans l'Église, le royaume semblait aussi s'être abstenu de peser d'une quelconque manière sur les négociations en vue d'un rapprochement entre Grégoire XII et Benoît XIII, après l'accord conclu à cette fin à Marseille au printemps 1407. Il avait encore moins été tenté par l'aventure d'une soustraction d'obéissance et, si le roi pratiqua une certaine neutralité, ce fut par pur pragmatisme. Pourquoi et comment le Portugal finit-il par sortir de son indifférence?

Au début de 1408, une question tenait le reste du monde en haleine: les deux pontifes allaient-ils finir, oui ou non, par se rencontrer comme ils s'y étaient

⁴² COSTA – *Leis atentatorias*, p. 524-525.

engagés? L'étroite surveillance exercée sur les déplacements de Grégoire XII par des observateurs venus de partout a beaucoup frappé William Swan. De par ses fonctions de procureur du roi d'Angleterre en curie, Swan était un expert en relations internationales, or, dans une lettre qu'il écrivit de Lucques, le 9 mai 1408, il raconte avoir vu des Portugais dans la foule d'Italiens, de Français, de Hongrois, de Bohémiens, d'Espagnols, de Polonais, d'Anglais et d'Allemands qui se pressaient dans la ville, tels les paparazzi d'aujourd'hui⁴³.

Même si ces gens n'étaient pas des ambassadeurs patentés, il est plus que probable que D. João fut rapidement informé des graves événements qui survinrent à Lucques, les 11 et 12 mai suivants. Exaspérés par les parjures de leur pape, les cardinaux de Grégoire XII prirent la fuite, bien décidés à entraîner le plus de monde possible dans leur révolte, à commencer par leurs collègues avignonnais. La jonction entre les dissidents des deux sacrés collèges se fit dès le 29 juin, et, à partir de ce moment là, ce fut la course entre les papes rivaux et les cardinaux unionistes à qui serait le premier à provoquer la tenue d'un concile.

C'est ainsi que, en direction de Lisbonne, Grégoire XII fit partir un franciscain nommé Fernando de Portugal avec des convocations datées de Sienne, 13 août 1408⁴⁴. Mais tandis que les deux «contendants» se bornaient à convoquer chacun leurs partisans, les cardinaux s'organisèrent pour envoyer des lettres d'invitation à l'ensemble de la chrétienté occidentale, chaque sacré collège s'adressant aux fidèles de son obédience. Pour leur part, les cardinaux urbanistes se dotèrent d'un véritable secrétariat. Un registre fut ouvert où furent consignées non seulement la date des départs et des retours de ceux qu'ils envoyaient porter les convocations mais aussi la liste des personnes qu'ils avaient à visiter, avec mention de l'incipit des missives qui leur étaient adressées, car à chaque catégorie de destinataires correspondait un type de lettre adapté à son état⁴⁵.

Pour se rendre au Portugal, le choix se porta sur le prieur général de l'ordre du St-Sépulcre, *Nicolaus de Balionibus* de Pérouse, celui-là même qui revint avec des procurations des évêques de Badajoz, Tuy et Lamego⁴⁶. Sa mission lui fut signifiée le 14 septembre 1408. Il reçut un volumineux paquet de lettres, pour le roi et la reine, pour les évêques portugais – ainsi que celui de Tuy et trois évêques de Galice⁴⁷ –, pour quatre abbés dont celui d'Alcobaça⁴⁸, pour le prieur de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, pour Duarte, le fils aîné du roi, et Afonso

⁴³ HARVEY, M. – England and the Council of Pisa: some new information. *Annuario Historiae Conciliorum*. 2 (1970) 263-283, ici p. 275.

⁴⁴ SCHMITZ, J. – Die Quellen zur Geschichte des Konzils von Cividale 1409. *Römische Quartalschrift*. 8 (1894) 217-258, ici p. 225.

⁴⁵ VINCKE – *Briefe*, p. 216-238, a donné un aperçu du contenu de ce registre.

⁴⁶ *Ibidem*, p. 223.

⁴⁷ Les évêques de Mondonedo, Lugo et Orense.

⁴⁸ Les abbayes de Sao Tirso, Salzedas et Tarouca.

comte de Barcelos, pour l'université de Lisbonne, pour le collecteur du royaume, pour le *concilium* du roi à Lisbonne et enfin pour son connétable, Muno Alvaro. Il s'agissait donc d'une opération diplomatique de grande envergure. On devait s'attendre à ce que la partie soit difficile à jouer.

Sur le déroulement de la mission du prieur, les seules informations dont on dispose proviennent de la réponse que D. João fit aux cardinaux, dans une lettre adressée d'Evora, le 11 février 1409⁴⁹. Le roi, disait cette lettre, avait bien reçu le messenger, mais son arrivée tardive, à la fin novembre, avait repoussé à la mi-janvier la possibilité d'assembler les prélats du royaume pour avoir leur conseil et, avec leur accord, envoyer des ambassadeurs⁵⁰. Aujourd'hui, décision avait été prise de demander à être excusé (*merito convenit excusari*). Et D. João terminait par des exhortations à la prudence, eu égard au manque de solidité des fondements de l'entreprise (*non sunt iusto inchoata inicio*). J'ai résumé en termes clairs ce que la lettre disait de façon plus alambiquée. L'objectif était de décliner l'invitation tout en s'efforçant de ménager les susceptibilités, et la prétendue brièveté des délais n'était qu'une mauvaise raison pour atténuer la brutalité du refus.

Il s'écoula sept mois et demi entre le jour où *Nicolaus de Balionibus* reçut son mandat et celui où, étant de retour à Pise, il demanda à être incorporé au concile (28 avril 1409). On ne saurait dire qu'il manqua du temps nécessaire pour chercher à convaincre! Mais était-il bien l'homme de la situation? Au regard du nombre des personnes à contacter, les trois procurations dont il revint chargé faisaient une bien maigre moisson. Quand il fit rapport aux cardinaux, il ne dut pas être félicité.

A priori, l'idée était bonne d'envoyer le général d'un ordre lié aux Croisades vers l'ancien Mestre de Avis. Mais les chanoines du Saint-Sépulcre disposaient-ils encore d'un réseau suffisant de maisons pour constituer un bon point d'appui? Faute d'études sur cet ordre pour la période qui suivit la chute de Jérusalem, force est de laisser la question sans réponse. On sait néanmoins que le prieuré de Pérouse fit office de maison-mère⁵¹. C'était l'une des deux raisons pour lesquelles le messenger était dit «de Pérouse», l'autre étant que sa famille comptait parmi les plus illustres de cette ville. Deux Baglioni de cette époque – Angelo, auditeur de la chambre apostolique fait évêque de Recanati par Alexandre V en 1409, et Andrea Giovanni, probable successeur de Nicolò comme prieur du Saint-Sépulcre et futur évêque de Pérouse – ont bénéficié de notices dans le

⁴⁹ *Ibidem*, n° 85, p. 147-148.

⁵⁰ «*Quam siquidem viam [viam generalis concilii] commendantes prefatos fecimus convocari prelatos, de quorum consilio et assensu mittere intendimus ambassiatores nostros plenius ad consilium super omnibus informatos.*»

⁵¹ ELM, K. – Santo Sepolcro. In *Dizionario degli Istituti di Perfezione*. Vol 8. Rome, 1988, col. 939-940.

*Dizionario biografico degli Italiani*⁵². L'insuffisante notoriété de notre prieur – il ne fut pas quant à lui promu à l'épiscopat – l'a empêché d'avoir les honneurs d'une notice.

Dans les milieux portugais, ceux que *Nicolaus de Balionibus* était parvenu à rallier à la voie conciliaire unioniste provenaient de zones frontalières où l'on avait l'expérience des combats et des souffrances engendrées par la division en obédiences. Gonçalo Gonçalves, on l'a vu, avait été administrateur de Ciudad Rodrigo, ville située en terre castillane. Tout comme cette dernière, Badajoz et Tuy étaient sous tutelle avignonnaise, mais elles comptaient suffisamment de fidèles portugais pour que les papes urbanistes tentent de s'y implanter en désignant des évêques résolus à se battre pour arracher leurs sièges aux «intrus». Ces partisans étaient souvent des frères mendiants. Antoine, le prétendant à Tuy, était un ermite de Saint-Augustin, mais on ne sait rien de Pierre dont la position à Badajoz devait être encore plus précaire⁵³. Le fait que ces hommes aient opté pour le concile de Pise montre que *Nicolaus de Balionibus* était parvenu à enfoncer un coin dans la doctrine officielle du soutien au pape urbaniste. Même si on ignore tout de l'accueil réservé au cordelier envoyé par Grégoire XII, il est sûr que personne ne se présenta de la part du Portugal au concile de Cividale⁵⁴.

On aimerait évidemment savoir au terme de quel processus D. João avait fini par changer d'opinion sur l'opportunité d'aller à Pise, mais les sources conciliaires n'en disent rien. Au milieu de beaucoup de suppositions, un point paraît cependant acquis. Le roi ne s'était pas déterminé seul. En parlant des «ambassadeurs du roi et des prélats de tout le royaume», les listes B et O traduisent une réalité que les explications données par D. João dans sa lettre du 11 février 1409 rendent plus que plausible: le roi avait alors réuni une assemblée pour le conseiller. Mais de quel genre d'assemblée s'agissait-il? Une extension du conseil royal, une session spéciale des Cortès, voire une sorte de concile national?

Dans sa lettre de 1411 à Lançarote Esteves, Jean XXIII évoqua la façon dont fut mandatée l'ambassade en des termes qui font plutôt penser à la tenue d'une assemblée représentative. Le roi, écrivit le pape, l'avait fait son ambassadeur sur le conseil des prélats et du clergé de son royaume (*de concilio prelatorum ac cleri regni sui*), lesquels prélats et clergé avaient aussi pourvu collectivement à leurs dépenses (*certa provisione per prelatos et clerum huiusmodi persolvenda*)⁵⁵. Il faut à cet égard rappeler que cette période du schisme a été fertile en réunions du clergé de toutes sortes et en quantité de lieux, pas seulement en France. En

⁵² Cf. Vol. 5. Rome, 1963, p. 192 et 193.

⁵³ EUBEL – *Hierarchia Catholica*, vol 1, p. 501 et p. 383.

⁵⁴ La participation au concile urbaniste fut très faible. Cf. SCHMITZ – *Die Quellen zur Geschichte*.

⁵⁵ COSTA – *O doutoramento em Bolonha*, p. 218.

Angleterre, pays sur lequel on a dit que le Portugal avait calqué son attitude⁵⁶, des conciles provinciaux furent coordonnés par la royauté en vue d'organiser sa représentation et celle de tout le clergé du royaume. L'envoyé des cardinaux, Francesco Uguccione, lui-même cardinal de Bordeaux, avait su déclencher un débat qui se propagea par tous les canaux d'information alors disponibles⁵⁷.

La propagande anglaise gagna-t-elle le Portugal? C'est possible, mais je n'en ai pour ma part trouvé aucune trace. En revanche, les Portugais connaissaient bien le chemin de l'Italie, surtout celui de Bologne et de son université où, entre 1378 et 1450, des étudiants ont été régulièrement repérés⁵⁸. Or les nouvelles en provenance de Bologne ne pouvaient qu'inciter à participer au concile des cardinaux. La ville fut à la pointe de la rébellion: dès le 20 décembre 1407, les universitaires publiaient des articles appelant à cesser d'obéir à Grégoire XII⁵⁹. Parmi les auteurs de libelles en faveur de la voie conciliaire se trouvait en particulier Bartolomeo da Saliceto, le maître de Lançarote Esteves. Bologne était en outre résidence d'un légat, Baldassarre Cossa – le futur pape Jean XXIII –, qui entra rapidement dans la dissidence et soutint la réunion du concile de ses deniers et de tout son pouvoir⁶⁰.

Dans ces conditions, une singularité de la composition de l'ambassade – le choix de civilistes là où des canonistes auraient été plus appropriés – trouve sa justification. La principale raison du choix de Lançarote Esteves et Diogo Martins pour aller à Pise ne devait pas être leur expertise en droit civil mais leur qualité d'anciens de Bologne, des anciens qui étaient en outre suffisamment jeunes pour y avoir gardé des relations et être en mesure de les activer si nécessaire. Dans le processus de rapprochement entre le roi de Portugal et le concile des cardinaux, la filière bolonaise doit en effet être privilégiée. Car Lançarote Esteves et Diogo Martins n'étaient pas seuls à faire le lien entre Bologne, les cardinaux et la cour.

En 1409, un étudiant portugais illustre, particulièrement proche de D. João, se trouvait justement à Bologne: un sien neveu, Fernando da Guerra⁶¹. Or on a la preuve que le jeune homme fit lui aussi le déplacement à Pise, qu'il y parvint peut-être même avant l'ambassade, et qu'il y joua un rôle discret mais de

⁵⁶ DELARUELLE; LABANDE; OURLIAC – *L'Église*, p. 433.

⁵⁷ HARVEY, M. – *Solutions to the Schism: A study of some English attitudes 1378 to 1409*. St. Ottilien, 1983, p. 131-160.

⁵⁸ En plus des articles de A. D. de Sousa Costa, voir SILVA, N. E. Gomes da – João das Regras e outros juristas portugueses da Universidade de Bolonha (1378-1421). *Revista da Faculdade de Direito*. Lisboa. 12 (1958) 223-253.

⁵⁹ SWANSON, R. N. – *Universities, Academics and the Great Schism*. Cambridge, 1979, p. 157-161.

⁶⁰ Sur ce pape, continuellement dénigré, voir MILLET, H. – Jean XXIII. In *Dictionnaire historique de la Papauté*. Dir. P. Levillain. Paris, 1994, p. 947-948.

⁶¹ Il est appelé Fernando *Pires* da Guerra par COSTA – *Leis atentatorias*.

première importance en tant que témoin de négociations menées en parallèle avec le concile⁶². La scène se passa dans la résidence du cardinal de Bar à Pise, le 28 juin 1409: un traité d'assistance mutuelle contre Ladislas de Naples y fut conclu entre le cardinal Cossa, les cités de Florence et de Sienne et le compéiteur de Ladislas, Louis d'Anjou, sous l'œil bienveillant de trois autres cardinaux, d'un citoyen de Florence, d'un autre de Prato, ainsi que dudit neveu. Ces bons offices trouvèrent presque immédiatement une récompense. Fernando fut promu à l'épiscopat, sur le siège de Silves, par Alexandre V.

Car l'alliance scellée avec sa bénédiction était capitale pour le devenir de la papauté pisane, et l'avenir a montré que ce gage de bienveillance fut le premier maillon d'une remarquable entente entre Baldassarre Cossa-Jean XXIII et la royauté portugaise⁶³. Aux yeux de l'ancien soldat du Christ que fut D. João, il n'était certes pas impie de lier action militaire et remise en ordre conciliaire pour réunifier l'Église. Le traité pour faire la guerre à l'occupant de Rome peut se comprendre comme un prélude à cette autre guerre sainte que fut l'expédition de Ceuta.

CONCLUSION

Les sources générées par le concile de Pise font savoir les dispositions que prirent les cardinaux unionistes pour convier le Portugal à les suivre dans leur démarche de soustraction d'obédience en vue de s'assembler pour parvenir à l'unité. Malgré leurs efforts pour parvenir à toucher tout ce qui comptait dans la société portugaise d'alors, leur émissaire, *Nicolaus de Balionibus*, général des chanoines du Saint-Sépulcre, ne put obtenir du roi qu'une lettre d'excuses, le 11 février 1409. À son retour à Pise, le 28 avril, il avait pour seule satisfaction d'avoir recueilli les procurations de trois évêques, ceux de Badajoz et de Tuy, qui n'étaient que des prétendants à des sièges occupés par des évêques avignonnais, et celui de Lamego.

Nicolaus de Balionibus fut ainsi le seul à pouvoir faire entendre une voix portugaise dans la première partie du concile, celle où fut prononcée la déposition des deux «contendants». Mais peu avant, ou peu après, l'élection d'Alexandre V, le 26 juin, il fut rejoint par une ambassade du roi João et des prélats du royaume, composée de six personnes: l'archevêque de Lisbonne et l'évêque de Lamego, deux frères mendiants docteurs en théologie et deux docteurs en droit civil.

⁶² Voir l'édition de l'accord dans BRANDMÜLLER, W. – Sieneser Korrespondenzen zum Konzil von Pisa. *Annuaire Historiae Conciliorum*. 7 (1975) 220-228. Fernando da Guerra y est dénommé «*illustri viro domino Fernando quondam Petri, nepote serenissimi principis regis Portugallie*». Sa parenté avec le roi est ainsi décrite par MARQUES – *Nova História de Portugal*, vol. 4, p. 229: «*filho de D. Pedro da Guerra e neto do infante D. João, irmão natural do rei*».

⁶³ Cette bonne entente a particulièrement été soulignée par WITTE – Les bulles pontificales.

Sur les deux prélats, l'archevêque de Lisbonne, João Afonso da Azambuja, était une personnalité de premier plan du règne de D. João qui reçut le chapeau de cardinal en 1411; l'autre, l'évêque de Lamego, ne nous est connu que pour avoir été le premier à adhérer à la démarche pisane. Les deux mendiants forment un duo analogue. À côté de la figure sans grand relief du provincial des ermites de Saint-Augustin en Espagne, le franciscain confesseur du roi, João Xira, est une célébrité. C'est lui qui présida au départ des croisés lancés à l'assaut de Ceuta. Les juristes, Lançarote Esteves et Diogo Martins, prirent tous deux leur grade à l'université de Bologne. Ils étaient l'un et l'autre des grands commis de la couronne. Après le concile, ils continuèrent à servir la politique ecclésiastique de D. João, Esteves auprès de Jean XXIII et Martins en tant que rédacteur des lois «jacobines». Le choix de tant de grands personnages – surtout des gens du roi – traduit la volonté d'être brillamment et efficacement représenté. Après avoir beaucoup balancé, le Portugal avait donné un signe très fort de son engagement dans le camp des Pisans.

Sur les circonstances et les raisons du changement d'attitude de D. João à l'égard de l'entreprise conciliaire, quelques indices aboutissent à formuler des hypothèses. Le roi ne dut rien conclure sans l'assentiment d'une assemblée du clergé. À celle-ci semble en effet être revenue la charge du financement de l'ambassade. Quand ce conseil fut réuni, on savait certainement à Lisbonne que les cardinaux étaient en passe de gagner la partie. Parmi les filières d'information, celle de l'université de Bologne dut fonctionner à plein. Parce qu'il était étudiant dans cette ville en 1409, Fernando da Guerra, un neveu du roi, a été un important relais, en particulier auprès du futur pape Jean XXIII.

Que firent les ambassadeurs à Pise? Sur cela encore, il faut se contenter de conjectures. Etant arrivés après le temps fort de la déposition des «contendants», ils se sont abstenus de ratifier le jugement de condamnation⁶⁴. Ils durent applaudir à l'élection d'Alexandre V, lui présenter leurs suppliques, participer aux discussions sur les mesures de réforme et siéger durant les deux dernières sessions, le 27 juillet et le 7 août. Vu la date où Diogo Martins reprit ses activités de *desembargador* (20 décembre 1409), on peut penser qu'ils s'attardèrent à la cour du nouveau pape pour veiller aux intérêts du Portugal et aux leurs. Les premières vacances de bénéfices fournirent en effet à Alexandre V l'occasion de rétribuer les services et de fortifier les fidélités⁶⁵. Fernando da Guerra et mestre

⁶⁴ Rappelons que leur départ ne peut être antérieur au 13 mai – car Diogo Martins souscrivait encore une chartre le 12 mai –, qu'ils devaient être en Catalogne le 10 juin et qu'ils arrivèrent certainement après le 14 juin.

⁶⁵ Sur ce que représentait le dépôt de suppliques à l'avènement d'un pape, voir MILLET, H. – Introduction. In *Suppliques et requêtes: le gouvernement par la grâce en Occident (XII^e-XV^e siècle)*. Actes du colloque international, Rome, 1998. Dir. H. Millet. Rome, 2003 (Collection de l'Ecole française de Rome 310), p. 1-18. Celles présentées à Alexandre V n'ont pas été conservées.

Lourenço reçurent chacun un évêché à leur mesure. L'ambassade enfin laissa l'un des siens derrière elle, Lançarote Esteves. Il dut faire fonction de procureur du roi en curie.

Avec l'accession du cardinal Cossa au trône pontifical, le 17 mai 1410, s'ouvrit une période de coopération encore plus étroite entre le pape et le roi. Des échanges financiers, un chapeau de cardinal, une bulle de croisade, tels en furent les fruits les plus évidents. Je dois maintenant laisser à plus compétent que moi le soin de poursuivre les recherches dans les sources portugaises et d'apprécier quelles furent les répercussions à long terme de la participation du Portugal au concile de Pise. Puissent les chercheurs des *Fasti Ecclesiae Portugaliae* avoir la possibilité de poursuivre leurs recherches jusqu'au Grand Schisme d'Occident, et bien au-delà!